

# La Méditerranée en 2030

## Les voies d'un avenir meilleur

Synthèse de l'ouvrage *Demain, la Méditerranée. Scénarios et projections à 2030* réalisé avec le consortium *Méditerranée 2030*.

Coordonné par **Cécile Jolly**, analyste, Centre d'analyse stratégique (CAS)

**Frédéric Blanc**, délégué général, Femise

**Philippe Fargues**, directeur, Migration Policy Centre au Robert Schuman Centre for Advanced Studies, Institut universitaire européen

**Giambattista Salinari**, assistant de recherche, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, Institut universitaire européen

**Houda Ben Jannet Allal**, directrice stratégique, Observatoire Méditerranéen de l'Énergie (OME)

**Vincent Dollé**, directeur de l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM/IAMM)



IPEMED

INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN

## INTRODUCTION

## Une région en devenir

LE BASSIN MÉDITERRANÉEN a développé un tissu de relations économiques, institutionnelles et humaines qui lui confère une dimension régionale certaine. L'irruption des révoltes arabes est venue rappeler que cette dynamique pouvait aussi prendre la forme d'une convergence politique. Structurellement néanmoins, l'intégration méditerranéenne reste d'ampleur très variable selon les pays et les sous-régions qui composent cet ensemble. L'Union européenne y occupe une place centrale pour tous les riverains, soit qu'ils en soient membres ou destinés à la rejoindre, soit qu'ils aient noué des accords et des relations économiques privilégiés avec elle. De fait, si l'Europe latine, les pays de l'Adriatique (Balkans occidentaux), le Proche-Orient et le Maghreb se situent dans une continuité géographique, leur hétérogénéité économique, institutionnelle et socio-culturelle est patente. La Méditerranée est en devenir et fait l'objet d'un investissement politique et privé. Les motivations sont variées, économiques, politiques, citoyennes, sociales, écologiques et culturelles, à l'image des pays et des populations qui la compose. Mais ces initiatives tendent toutes à tisser plus solidement ce que l'histoire a fait et défait, à accélérer les dynamiques de revenu de la région, à accroître sa place face aux grands blocs économiques mondiaux.

Cet ensemble est soumis à de grandes incertitudes sur son avenir qu'il soit national ou collectif : la crise la plus profonde qu'ait connue l'Europe depuis les années 1930 atteint aujourd'hui non seulement les ressorts de son rebond mais met en question sa propre construction (en particulier la gouvernance économique de la zone euro). Cette crise économique et institutionnelle touche également en retour les pays de l'Adriatique promis à une intégration que les incertitudes communautaires et les soubresauts de la crise grecque handicapent. Les révoltes arabes produisent un puissant élan réformateur mais entraînent les pays dans une phase de transition nécessairement longue qui n'exclut pas les retours en arrière ou plonge certains États dans une phase de réaction avec des impacts en termes de stabilité et de croissance économique à plus ou moins court terme.

Enfin, bien évidemment, l'intégration régionale pâtit elle-même de ces incertitudes. Incertitudes

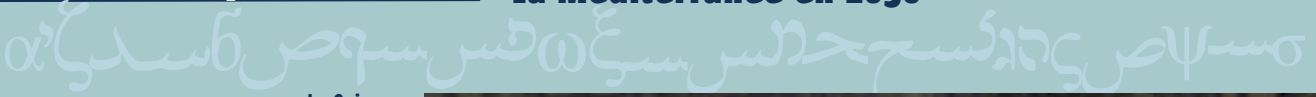
sur le niveau de la croissance du premier partenaire économiques des États de la région – l'Union européenne ; incertitudes sur l'ampleur des réformes économiques et politiques au Nord comme au Sud ; incertitudes sur la volonté des États riverains de la Méditerranée d'avoir un destin commun, l'Europe peinant à conserver sa solidarité ancienne et sa force d'attraction, la solidarité arabe retrouvant une certaine force par la vertu des aspirations démocratiques et redevenant le centre d'une attention non seulement euro-méditerranéenne mais internationale. Alors que les turbulences qui agitent l'UE et la Méditerranée arabe semblent focaliser l'attention sur le court terme, revenir aux tendances structurelles et envisager les ressorts d'une croissance euro-méditerranéenne et d'une intégration régionale sur la longue durée est une manière de réduire les incertitudes.

**Les économies des Psem ont bénéficié de la croissance mondiale tirée par les pays émergents. Néanmoins leur leur croissance reste faible.**

À PREMIÈRE VUE, le diagnostic n'est pas immédiatement favorable à l'intégration méditerranéenne. La convergence des revenus peine à se réaliser entre les pays du Bassin méditerranéen ; les échanges commerciaux et de capitaux y ont moins progressé qu'avec les autres zones du commerce mondial (pays émergents). La croissance des flux d'investissement en provenance des pays du Golfe a orienté

davantage les pays arabes méditerranéens vers le développement de l'immobilier, des télécommunications et, dans une moindre mesure, des services financiers. La diversification des échanges de biens et de capitaux pourrait constituer une opportunité si elle s'accompagnait d'une montée en gamme et de niveau technologique permettant des gains de productivité favorables à la croissance et à l'emploi. Or, force est de constater que la dynamique centrifuge de l'Europe n'a pas conduit à un flux d'investissement majeur (les investissements directs étrangers stagnant autour de 2 %) autorisant des transferts technologiques significatifs ni à une co-traitance industrielle comparable à celle organisée avec les pays d'Europe de l'Est ou au sein de l'Asie émergente.

Si les économies des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) ont bénéficié de la dynamique passée de la croissance mondiale tirée par les pays émergents, leur croissance reste faible,



Le Caire,  
29 janvier 2011.  
Manifestation pour  
demander le départ  
du président  
Hosni Moubarak.



ASMA WAGHIB/REUTERS

comparée à celle des zones géographiques les plus dynamiques du monde. L'Europe est également entrée dans une zone d'étiage due à son ralentissement démographique et à la faiblesse de ses gains de productivité. En 2030, l'Inde et la Chine compteront trois milliards d'habitants et 25 % du PIB mondial, contre 12 % aujourd'hui et seulement 3 % en 1990. Ce décentrement de l'économie mondiale présente des opportunités inédites de marché, de convergence mondiale des revenus et de sortie de la pauvreté, mais fait aussi courir un risque de marginalisation des régions moins dynamiques. La Méditerranée pourrait ainsi être confrontée à un affaiblissement de sa capacité d'influence sur des régulations internationales qui pèseront sur sa destinée du fait de l'extraversion croissante des économies. Le règlement de la sortie de crise, emmené par le couple Chine-Amérique, témoigne du recul de la multipolarité. Cette domination des États continents et des marchés

émergents pourrait imposer à la région méditerranéenne un modèle social plus inégalitaire et moins protecteur dans une course à l'attractivité, maintenant au Sud des conditions de travail dégradées et accentuant au Nord la dualité des marchés du travail et le spectre des délocalisations. Car si la puissance économique des pays émergents sera en 2030 équivalente à celle des pays avancés, leur revenu par habitant n'aura pas connu la même progression : ils seront globalement riches mais individuellement pauvres, prolongeant la mise en concurrence de la main-d'œuvre mondiale.

## Des complémentarités régionales à exploiter

### Les mêmes aspirations

POURTANT LES complémentarités régionales sont patentes. La Méditerranée est d'abord un espace où les préférences collectives des individus convergent du fait de l'importance des migrations, où la circulation des idées et des hommes va de pair avec une plus grande homogénéité des modes de vie et des aspirations. Cette convergence s'est manifestée dans les vingt dernières années, notamment au Sud et à l'Est de la Méditerranée : par une montée de l'individualisme, qui a modifié le rapport à autrui avec une moindre emprise de la famille élargie et une défiance à l'égard des institutions, victimes de la même désaffiliation qu'en Europe ; par des comportements de fécondité proches de ceux prévalant en Europe ; par des aspirations à la liberté et au bien-être qui se sont d'abord traduites par un désir d'émigrer, singulièrement parmi les jeunes générations. Cette convergence des aspirations s'illustre aujourd'hui dans la

revendication issue des révoltes arabes d'une plus grande liberté d'expression et de participation mais aussi d'une distribution plus égalitaire des fruits de la croissance. En ce sens, les révoltes arabes remettent en cause aussi bien l'idée d'un choc des civilisations (S. Huntington) que les formes de clientélisme et de paternalisme qui ont toujours prévalu. L'un des enjeux majeurs de l'avenir réside dans la capacité des régimes réformés, qu'ils soient révolutionnaires ou non, à accroître la participation au système économique et politique et à organiser une circulation des élites par l'établissement d'une compétition politique. Il réside aussi dans la capacité de l'Europe à accompagner ce mouvement en se fondant sur des convergences réelles dans le respect des différences. Car les révolutions arabes témoignent aussi d'une réconciliation des peuples avec leurs aspirations et d'une demande de dignité (ce mot arabe de *karama* courait sur toutes les lèvres de



la Tunisie à l'Égypte en passant par la Libye) qui ne va pas sans une légitime fierté et la revendication d'un traitement plus équitable, y compris par les partenaires européens. Cette transformation majeure impose à l'Europe de renforcer la dimension partenariale de sa politique vis-à-vis de la région mais aussi de respecter davantage les différences culturelles. Comme l'Europe a construit une union des nations, la Méditerranée devrait être celle des cultures, un rendez-vous des civilisations<sup>(1)</sup>.

### Une population active plus nombreuse et plus qualifiée dans les Psem

CORRÉLATIVEMENT, il existe une complémentarité des forces vives, entre une Europe vieillissante, dont le déclin programmé des actifs affecte la croissance potentielle, et une rive sud et est méditerranéenne où les jeunes entrants sur le marché du travail sont nombreux, de surcroît plus qualifiés que par le passé étant donné l'investissement dans l'éducation (entre 20 et 60 % de la population y détiendra, selon les pays, un niveau secondaire ou supérieur en 2030). En 2030, les actifs potentiels seront situés à 40 % sur les rives sud et est de la Méditerranée contre 60 % en Europe (y compris les Balkans occidentaux), le rapport étant de 30 à 70 % aujourd'hui. Dans le monde de demain, l'unité de compte politiquement viable sera le milliard d'habitants. L'UE27, dans ses frontières actuelles, stagnerait autour de 500 millions, l'Euro-Méditerranée permettrait de constituer un pôle approchant cette cible.

### Une dynamique d'emploi incertaine

SI LES ACTIFS SERONT au Sud demain plus encore qu'aujourd'hui, la dynamique d'emploi est incertaine. Maintenir le taux de création d'emploi en Europe (1,3 %) aboutirait à un déficit de main-d'œuvre de 40 millions en 2030, même en allongeant la durée d'activité. Symétriquement, le maintien des taux de création d'emploi des Psem (2 %) est insuffisant à 2030 pour réduire substantiellement les taux de chômage et d'inactivité *formels* très élevés de la région (avec une part importante d'économie de *subsistance* informelle). Si les suppléments des uns ne viennent pas mécaniquement compenser les carences des autres, tant en raison du cloisonnement des marchés du travail que des politiques migratoires restrictives, deux facteurs plaident en faveur d'une

plus grande mobilité au sein de la région, encourageant une division internationale du travail plus équitable : cette mobilité peut pallier la faiblesse de la mobilité intra-européenne, et combler les déficits sectoriels de main-d'œuvre (services à la personne, hôtellerie, restauration, ВТР) ; elle peut également renforcer l'adaptation des qualifications des travailleurs du Sud et des Balkans aux besoins de l'économie et encourager une migration plus circulaire, au détriment d'une migration d'installation et d'une fuite des cerveaux.

### Des ressources naturelles qui se raréfient

LES COMPLÉMENTARITÉS de dotations naturelles plaident également en faveur d'une plus grande intégration régionale. Cette complémentarité est évidemment énergétique non seulement du fait des énergies fossiles, mais peut-être surtout par la disposition naturelle en ressources renouvelables des Psem (pour exemple, le potentiel solaire est considérable ; la vitesse du vent s'échelonne sur la rive sud du Bassin entre 6 et 11 m/s). Elle peut aussi être agricole entre une Europe plus *céréalière* et *carnée*, aux terres arables et aux ressources en eau relativement abondantes, où l'emploi agricole est devenu marginal, et un Sud où l'activité rurale reste conséquente et dont la production méditerranéenne est menacée par le stress hydrique, l'urbanisation rampante et l'impact du changement climatique. Paradoxalement, si la diète méditerranéenne est valorisée en Europe, la consommation sud et est méditerranéenne est essentiellement *céréalière*. Ces complémentarités de consommation et de dotations naturelles seront renforcées en 2030, au Sud par une hausse de la population et du revenu augmentant la consommation *céréalière*, au Nord par les exigences accrues en matière diététique (obésité) orientant les préférences alimentaires vers les fruits et légumes. Là encore, les dotations des uns ne viendront pas mécaniquement nourrir les besoins des autres dans un marché mondialisé, où les puissances émergentes alimentent le marché et tentent de se procurer des ressources naturelles raréfiées.

### Passer d'une logique d'offre à une logique de demande efficiente

LA COMPLÉMENTARITÉ ne saurait se limiter à une complémentarité commerciale asymétrique, le Sud étant pourvoyeur de ressources naturelles et de biens primaires à faible valeur ajoutée, le Nord de

(1) *Le rendez-vous des civilisations*, Y. Courbage, E. Todd (2007).



Chargement de conteneurs de fruits et légumes sur le port du Havre. À l'agroalimentaire sont associés des services de transport et de distribution qui procurent une plus forte valeur ajoutée.

biens sophistiqués plus chers. Les dotations *naturelles* sont elles-mêmes non seulement sources de *malédiction* mais aussi en raréfaction, ce qui renforce certes leur avantage comparatif à court terme mais impose une transition qui en 2030 sera très largement entamée. Quelle que soit la disponibilité ou non de ressources naturelles, très variables selon les pays, la logique d'offre doit céder le pas à une logique de demande efficiente. C'est vrai en matière énergétique et environnementale où la solution à la raréfaction des ressources (eau, énergie) et à la sécurité environnementale réside autant sinon plus dans les *économies* à réaliser (baisse de l'intensité énergétique, maîtrise de la demande en eau) que dans les progrès technologiques et les alternatives aux énergies fossiles. En matière agricole, la poursuite d'une logique d'offre aboutirait au Sud à la disparition d'une agriculture vivrière posant un redoutable défi rural, social et environnemental ; au Nord à la poursuite d'une intensification agricole défavorable à l'emploi, au développement rural et à l'équilibre écologique.

Passer d'une logique d'offre à une logique de demande signifie surtout favoriser la création de marchés solvables et non de maintenir les économies en rattrapage par rapport à l'Europe dans une sous-traitance appauvrissante, mue par les seuls différentiels de salaire. Il ne s'agit pas seulement dans cette perspective de faire jouer à ces économies le rôle de plateforme *low cost* à destination du marché communautaire, par ailleurs déjà rempli par la Turquie et la Croatie, dans une moindre mesure par le Maghreb, mais de valoriser l'argument de la proximité comme gage de qualité (en particulier sanitaire ou environnementale) et de réactivité. L'augmentation tendancielle des prix du transport à moyen terme (faible substituabilité au pétrole) et de son impact environ-

Prendre en compte une complémentarité accrue entre services et biens peut permettre une intégration régionale plus harmonieuse.

nemental, la résurgence chronique d'accidents sanitaires liés à l'importation de produits à bas coût, la variabilité accrue de la demande et la convergence des modes de consommation de part et d'autre de la Méditerranée valident cette hypothèse. Le resserrement sur une base régionale des arbitrages de localisation pourrait ainsi conduire progressivement à une réduction des différentiels de salaire et des conditions de travail. La plus grande mobilité de la main-d'œuvre constituerait un facteur adjuvant de la résorption tendancielle des inégalités salariales, renforçant l'acceptabilité sociale de l'*offshoring* et de l'*outsourcing* méditerranéen.

### Davantage de complémentarité entre biens et services

DANS CE CONTEXTE, le renouvellement de l'organisation productive régionale passe aussi par les services dont tous les pays sont bien dotés. Il ne s'agit pas seulement de valoriser les avantages comparatifs de chacun, reposant sur une Europe spécialisée dans les services à haute valeur ajoutée et sur des pays de Sud et de l'Est de la Méditerranée spécialisés dans les services supports (tourisme, transport, télécommunications, avec une progression sensible des services médicaux et financiers) mais de prendre en compte une complémentarité accrue entre services et biens qui peut permettre une intégration régionale plus profonde et plus harmonieuse. Il n'est pas de service sans bien, comme en témoigne l'essor concomitant dans la téléphonie mobile de biens physiques et de services associés.

De la même manière, à l'agroalimentaire et à l'énergie sont associés les services de transport et de distribution. Ce sont les services qui procurent déjà la plus forte valeur ajoutée aux biens dont la production standardisée est peu chère et considérablement fragmentée au niveau international. Au-delà, les échanges de services encouragent une harmonisation des normes qui, avec la libéralisation commerciale multilatérale, deviennent les premiers obstacles au commerce. Ils imposent une circulation des hommes via la prestation de services ou la liberté d'établissement qui favorisent la convergence des compétences et des rémunérations. Ils permettent, à terme, d'envisager un mode de développement moins axé sur la détention de produits physiques et autorisant une moindre consommation de ressources naturelles.

## Des défis communs à relever

LES ÉCONOMIES méditerranéennes sont confrontées à une crise politique et sociale d'une ampleur inégalée, sur fond de protestation contre la crise d'austérité imposée aux populations en Europe, et de révolution dans les pays arabes où les populations s'opposent autant à l'autoritarisme politique qu'à la distribution inégalitaire des richesses. La solidarité européenne est mise à mal par l'ampleur de la crise de l'endettement de certains pays, mettant en doute la capacité communautaire à adopter une réponse coordonnée et fissurant le consensus communautaire. L'hypothèse d'un éclatement de la zone euro, désormais évoquée, fait renaître le spectre d'une division et d'une marginalisation de certaines nations mais, dans le même temps, l'interdépendance très forte des économies européennes pourrait, à l'inverse, pousser à un approfondissement d'une intégration européenne restée en panne depuis les derniers élargissements.

Sur l'autre rive de la Méditerranée, le monde arabe est en proie à un puissant mouvement de révolte qui atteint même les rivages israéliens. Si la contagion est certaine, impliquant des réformes, y compris dans les pays qui n'ont pas renversé leurs dirigeants, à l'instar du Maroc, l'impact à long terme de ces transitions est incertain. Elles peuvent conduire à une instabilité de moyen terme, soit que les révolutions et les réformes s'accompagnent de soubresauts, soit que la répression comme en Syrie plonge certains pays dans une confrontation interne potentiellement durable. Elles sont également susceptibles de ne modifier qu'à la marge les équilibres politiques et économiques, maintenant les avantages acquis sans véritable circulation des élites. Elles peuvent, au contraire, produire un formidable mouvement de réforme permettant l'émergence d'une nouvelle élite économique et politique, libérant les énergies productives et faisant participer un plus grand nombre à une nouvelle dynamique de croissance, sur le modèle turc.

La similarité des slogans de la rue tunisienne à la rue madrilène et israélienne montre qu'une certaine forme de continuum existe entre les peuples de cette aire régionale et que leur destin n'est pas imperméable. Car les pays de la région ont des défis à relever dont la solution est en partie commune et qui gagneraient à être envisagés de manière plus partenariale.

**La dynamique des gains de productivité sera essentielle pour la croissance au Nord comme au Sud.**

### Améliorer les gains de productivité

EN PREMIER LIEU, et c'est l'un des ressorts majeurs des révoltes arabes, les économies méditerranéennes ne créent pas assez d'emplois. L'orientation rentière des économies sud et est méditerranéennes où se conjuguent faiblesse de l'entrepreneuriat et de l'innovation, prédominance du secteur public sur le secteur privé, poids du secteur informel (qui pèse entre 20 et 30 % du PIB non agricole en Algérie, au Maroc ou en Égypte, selon l'OCDE), explique leurs faibles performances en termes d'emploi. En Europe, à la fin du rattrapage du gap technologique avec les États-Unis, est venue s'ajouter la baisse de la population active que l'investissement seul ne saurait compenser. Au total, la dynamique des gains de productivité sera

essentielle pour la croissance de demain au Nord comme au Sud. Ces gains de productivité seront obtenus par trois facteurs fondamentaux : une amélioration sensible du capital humain (au Sud) et une plus grande facilité de circulation de la main-d'œuvre ; une rationalisation de l'organisation productive ; un accroissement des performances technologiques et de l'innovation. Dans ces trois domaines, les fondements d'une coopération déjà existante mériteraient d'être renforcés,

permettant d'accélérer les transferts de technologie et de savoir-faire.

### Une plus grande sobriété énergétique

LES ÉCONOMIES méditerranéennes doivent également s'adapter à une plus grande sobriété énergétique et une préservation des ressources naturelles. Il s'agit pour les économies productrices d'hydrocarbures d'organiser l'après pétrole (en dehors de la Libye, les pics de production pétrolière et gazière devraient être atteints en 2020-25) et pour les pays importateurs de desserrer les contraintes liées au poids important de l'énergie dans leur croissance. Tous ont intérêt à diminuer leur intensité énergétique et à favoriser une économie plus respectueuse de l'environnement. Si rien n'est fait, même en tenant compte des progrès réalisés et des projets en cours pour valoriser les énergies renouvelables, la demande énergétique sera telle au Sud et à l'Est de la Méditerranée qu'elle anéantira les efforts réalisés en Europe pour lutter contre le changement clima-

Plaine céréalière en Algérie.  
La crise alimentaire de 2008  
a remis au premier plan  
la question agricole et rurale  
en Méditerranée.



tique. Si les effets du changement climatique devraient être plus sévères en Méditerranée qu'en moyenne dans le monde, les pays du Maghreb, du Proche-Orient et de l'Adriatique auront moins les moyens de s'en prémunir (effet revenu), alors même qu'ils auront peu contribué au réchauffement de la planète (leurs émissions de gaz à effet de serre, bien qu'en hausse continue, sont bien en deçà des moyennes européennes).

Ces effets négatifs viendront s'ajouter à des conditions agro-climatiques déjà difficiles au Sud et à l'Est de la Méditerranée (une pression sur les ressources en eau dépassant les 100 % selon le Plan Bleu ; un taux d'exploitation des terres arables qui atteindrait plus de 80 % en 2030 selon la FAO ; une urbanisation qui à cet horizon aura progressé de 60 % selon les Nations unies). Dans ce contexte, un développement plus soutenable impose des transferts technologiques et de compétences aujourd'hui essentiellement européens, pour valoriser les éco-activités et la rationalisation de l'utilisation des ressources naturelles. Les éco-technologies constituent aujourd'hui des opportunités de marché et elles pourraient trouver une application en Méditerranée, en particulier dans des pays où il s'agit de créer de nouvelles installations plutôt que d'en réhabiliter d'anciennes. Leurs coûts, encore souvent supérieurs à ceux des technologies moins sobres, nécessitent néanmoins des incitations publiques dont le poids financier pourrait être *partagé* dans un cadre régional afin de rétablir une forme d'équité environnementale.

### Réguler les échanges et sécuriser les approvisionnements

AJOUTÉE À LA DÉGRADATION prévisible des conditions agro-climatiques en Méditerranée, la crise alimentaire de 2008 a remis au premier plan la question agricole et rurale. Les révoltes arabes, en particulier la révolution tunisienne, sont venues rappeler les inégalités territoriales de développement, qui affectent essentiellement les régions rurales. Dans ce contexte, les États ont à repenser les politiques agricoles et la sécurité alimentaire, à tenter de réguler les échanges et à sécuriser les approvisionnements.

**Avec une labellisation des productions agricoles méditerranéennes, la gestion de la qualité pourrait l'emporter sur celle des quantités.**

L'arrêt en 2015 de la densification rurale au Sud et à l'Est de la Méditerranée et la réforme de la PAC européenne d'ici à 2013 peuvent constituer une opportunité à saisir pour des restructurations agricoles dans un cadre euro-méditerranéen, visant à assurer la santé alimentaire des populations, à renforcer des systèmes agricoles produisant emplois et revenus locaux, et à conditionner l'agriculture intensive à une gestion plus respectueuse de l'environnement. La gestion de la qualité pourrait l'emporter sur celle des quantités, avec une labellisation des productions méditerranéennes, dont les *services* rendus en termes de santé, de qualité nutritionnelle et environnementale, de proximité et de culture, pourraient être collectivement valorisés. Une telle évolution permettrait d'accroître la valeur ajoutée des productions méditerranéennes, d'accélérer les investissements agricoles Nord-Sud, la professionnalisation des filières et la qualification des agriculteurs. Cette orientation plus *méditerranéenne* de la politique agricole pourrait être compensée par une contribution des productions céréalières à une forme de stabilisation des cours et de garantie des approvisionnements, par la constitution de stocks de sécurité et une contractualisation Nord-Sud.

### Des migrants plus qualifiés

DERNIER DÉFI COMMUN, les migrations *méditerranéennes* sont amenées à se poursuivre à court et moyen terme mais elles s'atténueront à plus long terme (au terme de la projection en 2030). Dans les vingt prochaines années, les facteurs poussant à la migration en provenance des Psem et des Balkans se maintiendront (différentiel démographique et de revenu entre les deux rives ; phase d'émergence économique favorable à la migration des classes

moyennes en risque de déclassement ; crises politiques) mais certains fondamentaux, du fait d'une transition démographique précoce (Tunisie, Turquie) ou déjà achevée (Croatie, Serbie), iront dans le sens d'une *transition migratoire* et d'une atténuation de l'émigration au profit des mobilités. Les facteurs attractifs des migrations au Nord de la Méditerranée persisteront également (ralentissement démographique et pénurie de main-d'œuvre en Europe ; croissance du revenu et volonté d'attirer la main-d'œuvre très qualifiée) et ils s'accroîtront au Sud devenu terre d'immigration en raison de la hausse de son niveau de vie et du ralentissement de la croissance de sa population active. La nature des flux migratoires aura dans le même temps évolué : les migrants méditerranéens seront plus éduqués que par le passé, le

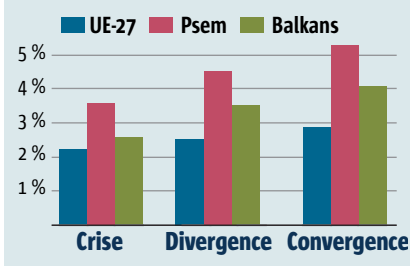
passage par la migration n'étant qu'une étape dans un parcours destiné à accroître ses compétences et ses qualifications (expérience, acquisition de diplômes), autorisant des allers-retours. Cette migration *qualifiante* ne sera néanmoins facilitée que si certains prérequis sont remplis en termes de portabilité des droits et de reconnaissance des qualifications. À cette condition, une politique de mobilité méditerranéenne pourrait valoriser un potentiel migratoire sans dégrader la situation des pays de départ (*brain drain*). Elle anticiperait une évolution de long terme où les pays du Sud et de l'Est méditerranéens seront moins des apporteurs de main-d'œuvre peu qualifiée que des pays eux-mêmes récipiendaires de migrants venant de leur proximité, comme en a témoigné l'exode libyen en Tunisie.

## Les scénarios possibles pour l'avenir

CES COMPLÉMENTARITÉS et défis de long terme laissent néanmoins subsister de nombreuses incertitudes, tant sur le rythme des évolutions anticipées que sur le rôle de l'intégration régionale et du volontarisme politique pour y faire face. Pour borner ces incertitudes politiques autant qu'économiques et sociales, trois scénarios ont été élaborés, dont les impacts sur la croissance, l'emploi, les migrations, l'énergie et l'agriculture ont été analysés et quantifiés.

Le premier scénario prolonge les tendances passées d'insertion disparate des pays de la région dans une économie mondiale tirée par les émergents, accentuées par des stratégies de déflation compétitive (modération salariale et politiques monétaires restrictives) et par une transition politique réussie dans les pays déjà en rattrapage avec l'Europe. Le deuxième scénario envisage un approfondissement de la crise économique de l'Europe latine et une transition heurtée dans la Méditerranée arabe, conduisant à un ralentissement de l'Europe méditerranéenne et de l'Afrique du Nord et à un blocage des réponses institutionnelles. Le troisième scénario, très volontariste et coopératif, simule l'extension d'une partie des mécanismes de solidarité européenne à l'ensemble de la Méditerranée, autorisant

GRAPHIQUE 1 Taux de croissance du PIB dans les trois scénarios (2010-2030)



SOURCE : CAS - IPEMED, 2011

une dynamique de convergence sans précédent de cette région.

Ces scénarios tentent de tracer des évolutions probables et différenciées, sans pour l'heure tracer un scénario du décrochage total méditerranéen ou de pleine convergence dans la mesure où l'hétérogénéité des pays de la région tant dans leurs spécialisations productives, leur contexte démographique, leur évolution politique ou leur ancrage institutionnel semble aller à l'encontre d'une dynamique totalement cohérente. Les écarts de croissance dans les différents scénarios ont été maintenus dans une fourchette *raisonnable* (GRAPHIQUE 1).

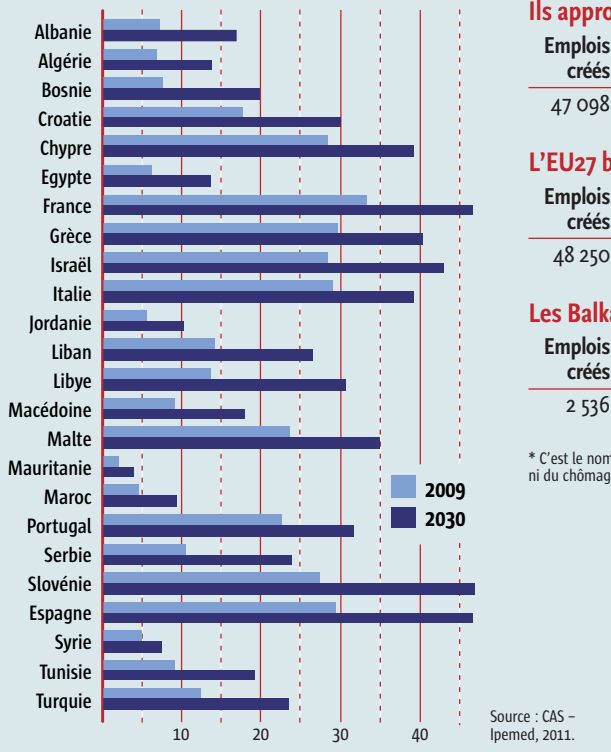
### Le scénario des divergences méditerranéennes

LA POURSUITE des tendances passées (taux de croissance en Europe inférieurs à 2 % par an, avoisinant les 3-4 % au Sud et à l'Est de la Méditerranée et dans les Balkans) n'est pas favorable à une convergence méditerranéenne. Le basculement de la dynamique de l'économie mondiale vers l'Asie pourrait jouer dans le sens d'une accentuation des divergences avec des gagnants et des perdants au niveau national et régional. Dans ce scénario, la croissance, tirée par celle



**Scénario des divergences méditerranéennes**

**GRAPHIQUE II PIB par habitant (2009-2030)**  
(milliers de dollars, parité de pouvoir d'achat)



des pays émergents, renforce la compétitivité au détriment du pouvoir d'achat et de la demande intérieure. La concurrence internationale incline les pays à peser à la baisse sur les coûts internes, par une politique monétaire restrictive et une modération salariale, pour restaurer leur compétitivité. Les spécialisations industrielles des Balkans et du Sud de la Méditerranée s'approchent de celles des pays d'Europe de l'Est, ces économies devenant la nouvelle plateforme *low cost* de l'Europe communautaire et place avancée de la pénétration du marché communautaire pour les émergents. Cette dynamique de la croissance mondiale, plus que méditerranéenne, avantage les économies les plus compétitives qui ont déjà connu un phénomène de rattrapage : la Croatie, la Serbie et la Turquie, dans une moindre mesure la Tunisie et les autres pays balkaniques, s'approchent du revenu par habitant du Portugal et creusent l'écart avec les autres pays du Maghreb (Algérie, Égypte) et du Proche-Orient (Liban, Jordanie) bénéficiant d'une moindre dynamique de croissance (GRAPHIQUE II). La révolte arabe n'a, dans cette perspective, entraîné de dynamique positive que dans le premier pays en révolution, la Tunisie, les dispositions rentières et le maintien du clientélisme ayant prévalu dans les autres pays de la Méditerranée arabe. En Europe, le potentiel de croissance de la Grèce et du Portugal est également affaibli par des dif-

**TABLEAU I Emploi (2007-2030) (milliers)**

**Les Psem bénéficient d'une embellie sur les marchés du travail. Ils approchent le niveau 2007 de l'UE**

Emplois créés	Taux annuel Nbre annuel	Pop. active	Emplois	Chômeurs	Inactifs	Taux d'activité	Taux de chômage*
47 098	2,15 % 2 050	133 036	121 909	12 113	141 327	48,5 %	9,1 %

**L'EU27 bénéficie d'un apport d'actifs qui limite la baisse des actifs**

Emplois créés	Taux annuel Nbre annuel	Pop. active	Emplois	Chômeurs	Inactifs	Taux d'activité	Taux de chômage*
48 250	0,87 % 2 100	283 710	267 219	16 490	148 717	65,6 %	5,8 %

**Les Balkans convergent rapidement**

Emplois créés	Taux annuel Nbre annuel	Pop. active	Emplois	Chômeurs	Inactifs	Taux d'activité	Taux de chômage*
2 536	1,4 % 110	11 466	9 360	1 105	9 243	53,1 %	10,6 %

\* C'est le nombre de personnes qui ont travaillé dans le secteur formel et qui ne le peuvent plus. Ce taux ne tient pas compte ni du chômage déguisé lié au sous-emploi ni des conditions d'inscription des chômeurs. Il est donc probablement sous-estimé.

Source : Femise, 2011

**SCÉNARIO DES DIVERGENCES**  
**Le basculement de l'économie mondiale vers l'Asie peut accentuer les divergences avec des gagnants et des perdants.**

ficultés de balance des paiements et les déficits publics, accroissant des divergences non seulement intra-méditerranéennes mais également intra-européennes. Le processus euro-méditerranéen progresse en termes de libéralisation commerciale et agricole, mais la libéralisation des services se limite à certaines prestations sans aller jusqu'à la liberté d'établissement, renforçant une sélectivité de la main-d'œuvre en fonction des niveaux de qualification. Les échanges intra-régionaux progressent à un rythme moins élevé que celui avec le reste du monde, tandis que le commerce sous-régional (arabe ou maghrébin) reste faible, comparable à ce qu'il est aujourd'hui.

La productivité du travail augmente plus vigoureusement dans les pays d'Europe fortement touchés par la crise financière (Espagne, Grèce, Italie, Portugal). Elle se maintient à sa tendance dans le reste de l'Europe, les pays de l'Adriatique et ceux du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Les taux d'activité et d'emploi s'élèvent mais ils restent faibles du fait de la course à la compétitivité, la productivité se traduisant par une forte substitution capital/travail. Ils sont surtout très inégalement répartis dans l'ensemble de la Méditerranée, accentuant la divergence méditerranéenne : les taux de chômage décroissent mais restent élevés au Sud et à l'Est de la Méditerranée

et dans les Balkans occidentaux (entre 9 et 10 %) (TABLEAU I). L'Europe parvient à compenser partiellement ses pertes d'activité par une migration facilitée essentiellement pour les travailleurs qualifiés (carte bleue européenne) et par le biais d'un allongement sensible de la durée d'activité (réforme des retraites). La dualité des marchés du travail reste forte au Nord

comme au Sud, aggravant les inégalités entre une élite mondialisée bien insérée dans les échanges mondiaux et des travailleurs peu qualifiés soumis à une flexibilité accrue au Nord, à des conditions de travail et de rémunération dégradées au Sud. Le poids du secteur informel reste en particulier très prégnant au Sud et à l'Est de la Méditerranée et dans les pays de l'Adriatique, même s'il régresse un peu en raison de la baisse de l'emploi rural, qui représente une partie significative des emplois informels, et de la dynamique des activités tournées vers l'exportation. On observe la même tendance pour l'emploi informel non agricole dans les Psem (hors Mauritanie) qui passera de 43,5 % de l'emploi total dans les années 2000 selon l'OCDE à 40,5 % dans les années 2020, avec des différences notables selon les pays, l'informalité se réduisant davantage dans les pays ayant connu une forte croissance de l'emploi informel après les réformes libérales dans les années 1990 (Égypte, Algérie) et continuant à croître dans ceux où il a progressé dans les années d'avant crise (Turquie, Maroc).

La pression migratoire est alimentée par les *perdants* de la modernisation-mondialisation, en particulier les jeunes diplômés. La migration qualifiée est facilitée mais celle des non qualifiés demeure très restrictive et temporaire sous couvert de migration circulaire. La migration est également géographiquement sélective : un flux migratoire s'établit essentiellement entre l'UE et les pays en rattrapage, qui eux-mêmes attirent de plus en plus de migrants venus des pays voisins (Afrique sub-saharienne, CEI, Asie). Les remises de migrants continuent de jouer un rôle stabilisateur essentiel pour les économies de la Méditerranée non européenne. Les politiques migratoires communautaires restent fortement nationales empêchant la circulation des travailleurs migrants et l'acquisition de compétences *transférables* : la migration qualifiante demeure l'exception.

Dans ce contexte, la mer Méditerranée accentue sa place de transit de l'économie-monde, avec des impacts plus aigus en termes de pollution, de perte de biodiversité et d'artificialisation des côtes. Un tel scénario contribue à accroître fortement la dualisation des économies et des territoires (marginalisation des intérieurs, développement du littoral), le développement des filières d'exportation en matière industrielle et agricole se faisant au détriment des productions à destination des marchés intérieurs. La hausse de la demande énergétique et alimentaire et

l'urbanisation accentuent les pressions environnementales au Sud et à l'Est de la Méditerranée. La pression sur les ressources en eau devient insoutenable et la contribution au changement climatique préoccupante. La stabilisation des émissions de CO<sub>2</sub> en Europe est, en effet, plus que compensée par la hausse au Sud, induite par l'augmentation de la population, de son niveau de vie et par la composition sectorielle de la croissance. Si le différentiel de consommation d'énergie par habitant (inférieure de 30 % au Sud) demeure entre les deux rives en 2030, la dépendance aux énergies fossiles du Sud et de l'Est de la Méditerranée, en raison d'une plus faible progression des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique qu'en Europe, implique une croissance très forte de leurs émissions de CO<sub>2</sub> (de près de 100 %), même rapportées au nombre d'habitants.

En matière agricole, les gains de productivité et la pression foncière sur les terres agricoles font disparaître les cultures vivrières. Les zones rurales n'attirent que peu d'activités au bénéfice des zones littorales, aggravant l'exode rural au Sud et la concentration agricole au Nord. La part de l'agriculture dans le PIB décroît fortement sauf en Turquie au profit des grandes exploitations destinées à l'export. Le déclin euro-méditerranéen de l'agriculture s'accompagne d'une forte pénétration des fournisseurs du

reste du monde (viande, céréales), tandis que les productions strictement *méditerranéennes* (fruits et légumes, huile d'olive, vin) qui n'ont pas été labellisées sont fortement concurrencées par des provenances lointaines (Chili, Australie, Brésil, Chine).

### Le scénario de crise de la Méditerranée

LA CRISE DE 2008 pourrait contribuer à assombrir davantage ce tableau. Les pays de l'Europe du Sud sont aujourd'hui les plus fragilisés par la crise. Ils sont confrontés à une dynamique de la dette publique très défavorable, l'augmentation de l'endettement entraînant une hausse des primes de risque, qui alourdit la charge d'intérêt tout en obérant la croissance. L'assainissement des finances publiques (baisse des transferts publics et alourdissement de la charge fiscale) est susceptible de peser encore davantage sur la croissance de la demande et entraver durablement la reprise, avec une progression du revenu en niveau et en tendance plus faible que par le passé. Dès lors, la crise de l'Europe latine

#### SCÉNARIO DE CRISE

**Avec la crise de 2008, on assiste à une marginalisation des pays méditerranéens avec une progression du revenu plus faible que par le passé.**

### Scénario de crise de la Méditerranée

**GRAPHIQUE III PIB par habitant (2009-2030)**  
(milliers de dollars, parité de pouvoir d'achat)



conduit à un retrait des échanges et des investissements chez les voisins des Balkans et du Sud de la Méditerranée. L'Afrique du Nord, fortement handicapée par ce retrait (en raison d'une forte dépendance commerciale avec l'Europe méditerranéenne), souffre de surcroît d'une instabilité durable liée à une transition politique heurtée tandis que le Machrek, la Turquie et les Balkans parviennent à limiter les effets de la crise en raison des transferts de capitaux originaires d'Europe du Nord et des pays émergents qui trouvent à s'investir dans une zone à faible coût et à fort rendement. Une forme de convergence méditerranéenne par le bas s'opère ainsi, l'ensemble des pays en rattrapage avec l'Europe s'approchant des niveaux de revenu de la Méditerranée européenne (le revenu par habitant de la Turquie et de la Serbie atteignant 80 % de celui du Portugal en 2030), mais au prix d'une divergence européenne conséquente (GRAPHIQUE III). Les effets d'hystérèses de la crise sont concentrés sur l'Europe latine qui connaît un décrochage durable de sa croissance et une faiblesse persistante de ses gains de productivité tandis que le reste de l'Europe reste arrimé à la croissance des émergents. Dans ce scénario, l'Allemagne dépasse la France en revenu par tête, le PIB par habitant de la Slovénie est supérieur à celui de l'Espagne.

**TABLEAU II Emploi (2007-2030) (milliers)**

**Les Psem peinent à maintenir l'équilibre du marché du travail pourtant socialement insatisfaisant**

Emplois créés	Taux annuel Nbre annuel	Pop. active	Emplois	Chômeurs	Inactifs	Taux d'activité	Taux de chômage*
28 600	1,42 % 1 240	117 322	103 411	13 804	157 040	42,8 %	11,8 %

**L'EU27 peine à exprimer son potentiel et se continentalise**

Emplois créés	Taux annuel Nbre annuel	Pop. active	Emplois	Chômeurs	Inactifs	Taux d'activité	Taux de chômage*
34 292	0,63 % 1 490	270 480	253 261	17 219	161 948	62,5 %	6,4 %

**Stabilisation des Balkans**

Emplois créés	Taux annuel Nbre annuel	Pop. active	Emplois	Chômeurs	Inactifs	Taux d'activité	Taux de chômage*
1 957	1,10 % 80	9 947	8 781	1 166	9 762	50,5 %	11,7 %

\* C'est le nombre de personnes qui ont travaillé dans le secteur formel et qui ne le peuvent plus. Ce taux ne tient pas compte ni du chômage déguisé lié au sous-emploi ni des conditions d'inscription des chômeurs. Il est donc probablement sous-estimé.

Source : Femise, 2011.

Ce contexte de crise est défavorable à l'intégration institutionnelle euro-méditerranéenne et menace la cohésion européenne. L'Euro-méditerranée ne progresse pas (pas de libéralisations supplémentaires) et les élargissements prévus sont repoussés sine die. L'UPM est en mal de projets et la libéralisation des services est entravée par les craintes de *dumping* social. Le commerce sous-régional souffre de l'instabilité de la Méditerranée arabe et sa part dans les échanges, pourtant faible, s'amenuise encore.

Les pays du Sud de l'Europe sont victimes d'un effet d'hystérèse de la crise, déqualifiant la main-d'œuvre avec une perte définitive de capital humain qui se traduit par une stagnation voire un recul du taux d'emploi alors qu'ils sont relativement stables pour l'Europe du Nord et de l'Est. Les économies de l'Europe latine créent moins d'emplois qu'au Nord, les taux d'activité y sont plus faibles (53,5 % contre 62,5 % en moyenne), et le taux de chômage plus élevé (7,7 % contre 6,4 %) (TABLEAU II). Les pays du Maghreb subissent plus fortement que ceux du Machrek et de l'Adriatique les effets de la crise de la Méditerranée européenne et d'une instabilité qui s'installe. Ils voient leur taux d'emploi progresser plus faiblement qu'en tendance. Au Sud, les taux d'activité restent donc généralement inférieurs à 50 %, reculant en moyenne de quelques points. Le chômage officiel est stabilisé autour des 12 %, mais l'essentiel de l'activité reste informelle. L'emploi informel non agricole se maintient aux niveaux des années 2000, le Maroc atteignant des taux d'informalité proches de ceux d'Amérique latine (plus de 65 %) tandis que l'Algérie et l'Égypte restent aux alentours de 40 %. Avec seulement 1,2 million

Le port d'Istanbul. Selon le scénario de convergence, la Turquie devient une plaque tournante du commerce euro-méditerranéen.



d'emplois créés en rythme moyen annuel, les indicateurs sociaux, au mieux, stagnent. Les clivages préexistants s'aggravent et, face à cette dynamique pauvre en emplois, les tensions sociales persistent.

Dans ce contexte, la pression migratoire reste forte et est tirée par les conflits et l'instabilité politique qui accompagne des transitions difficiles. En retour, la crise de la Méditerranée européenne incline au maintien de fortes restrictions migratoires (en termes de circulation et de reconnaissance des qualifications). Le solde migratoire des pays européens reste sur sa tendance (scénario médian des Nations unies) : la baisse de la population active est atténuée par la réforme des retraites et la faiblesse de la croissance les rend moins attractifs pour les migrants.

Alors que la demande des émergents continue à peser à la hausse sur le cours de l'énergie et des biens alimentaires, cette inflation importée n'est pas le signe d'une surchauffe de l'activité mais vient rogner encore le revenu des ménages dans un contexte économique déprimé (stagflation). L'atonie de la croissance ne suffit pas à limiter les impacts environnementaux négatifs de la consommation énergétique en raison des faibles progrès de l'efficacité énergétique (Méditerranée arabe et Balkans) et de l'absence de développement des énergies renouvelables avec un maintien de la part des énergies fossiles. Si les émissions de CO<sub>2</sub> baissent de 10 % en vingt ans du fait de la crise en Europe, elles augmentent fortement dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

En matière agricole, la dualité entre une agriculture intensive destinée à l'exportation et une agriculture vivrière sous équipée persiste en l'absence de gains de productivité. Les conflits d'usage pour la ressource en eau s'intensifient. La dépendance alimentaire et la pauvreté rurale vont de pair et accentuent les déséquilibres sociaux, aboutissant à un cercle vicieux d'instabilité.

### Le scénario de la *convergence méditerranéenne*

ENTRE LA DIVERGENCE et la marginalisation, la Méditerranée peut connaître un autre destin, sous réserve d'une action politique volontariste et partagée par l'ensemble de ses riverains dans un contexte de multipolarité dans les régulations internationales. Une croissance globalement plus forte et plus riche en emplois nécessite de valoriser l'intégration des systèmes de production en tirant partie des complémentarités régionales et d'étendre à l'ensemble de la Méditerranée certaines modalités de redistribution et de protection sociale. Dans un système régionalement intégré (établissement au niveau régional des quatre libertés mises en place dans l'UE, accès au marché intérieur européen et harmonisation des normes autorisant un système de préférence régionale), accompagné d'une redistribution géographique de la production et d'un partage de la valeur ajoutée permis par l'ouverture de certaines coopérations renforcées aux pays sud et est méditerranéens, les ressorts internes de la croissance pourraient permettre un accroissement de la productivité et de l'emploi dans tous les pays. Un tel scénario suppose que la transition politique de la Méditerranée arabe non seulement ait libéré les énergies au Sud mais qu'elle ait permis une convergence plus forte avec l'Europe, un rapprochement fondé non pas uniquement sur des intérêts économiques mais sur une communauté politique et de valeurs.

Ce scénario profondément coopératif permet à l'ensemble de la zone méditerranéenne de bénéficier de gains de productivité globale des facteurs et de soutenir sa compétitivité à un coût social bien plus faible que dans le scénario des divergences méditerranéennes. Une dynamique de convergence régionale se met alors en place. Le rattrapage de productivité est permis par une diffusion technologique par imitation facilitée par les transferts de savoir-faire et de capitaux. Une croissance plus équitable en termes de

Scénario de la convergence méditerranéenne

GRAPHIQUE IV PIB par habitant (2009-2030)  
(milliers de dollars, parité de pouvoir d'achat)

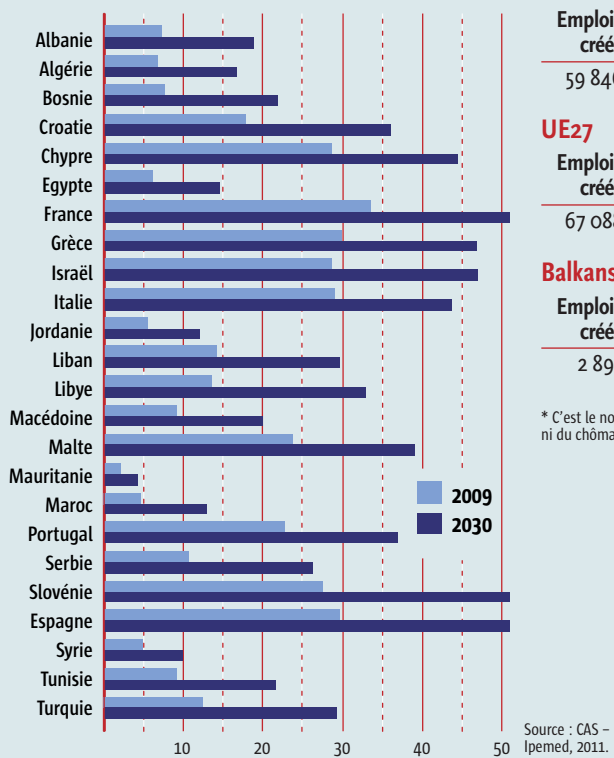


TABLEAU III Emploi (2007-2030) (milliers)

Psem							
Emplois créés	Taux annuel Nbre annuel	Pop. active	Emplois	Chômeurs	Inactifs	Taux d'activité	Taux de chômage*
59 846	2,6 % 2 600	145 886	134 657	11 229	128 477	53,2 %	7,7 %
UE27							
Emplois créés	Taux annuel Nbre annuel	Pop. active	Emplois	Chômeurs	Inactifs	Taux d'activité	Taux de chômage*
67 088	1,2 % 2 920	303 019	286 057	16 961	129 409	70,1 %	5,6 %
Balkans							
Emplois créés	Taux annuel Nbre annuel	Pop. active	Emplois	Chômeurs	Inactifs	Taux d'activité	Taux de chômage*
2 895	1,5 % 130	10 601	9 719	882	9 107	53,8 %	8,3 %

\* C'est le nombre de personnes qui ont travaillé dans le secteur formel et qui ne le peuvent plus. Ce taux ne tient pas compte ni du chômage déguisé lié au sous-emploi ni des conditions d'inscription des chômeurs. Il est donc probablement sous-estimé.  
Source : Femise, 2011.

redistribution des richesses permet au Sud et à l'Est de la Méditerranée et aux Balkans le développement d'une demande intérieure dont bénéficient l'Europe latine, et avec elle, bien que dans une moindre mesure, l'ensemble de l'Europe. Cette dynamique accroît considérablement le commerce sous-régional, offrant désormais des opportunités de marchés émergents et profonds. Les pays de l'Adriatique, emmenés par la Croatie et la Serbie, tirent la Bosnie, la Macédoine et l'Albanie. Le commerce sous-régional au Proche-Orient et au Maghreb se développe d'autant plus qu'aux relations plus approfondies avec les voisins méditerranéens et européens viennent s'ajouter les échanges croisés avec le Golfe. La Turquie devient une interface indispensable et une plaque tournante du commerce euro-méditerranéen.

Tous les pays de la région (à l'exception de la Mauritanie) atteignent alors des revenus par tête supérieurs à 10 000 dollars en 2030. La Slovénie atteint les niveaux de revenu de l'Espagne en 2030, la Croatie frôle ceux du Portugal. L'Égypte et le Maroc triplent leur PIB par tête et prennent le train de la convergence. La Turquie et la Serbie dépassent les 25 000 dollars par habitant (GRAPHIQUE IV).

Les taux d'activité des Psem et des Balkans se rapprochent beaucoup de ceux de l'Europe où la migra-

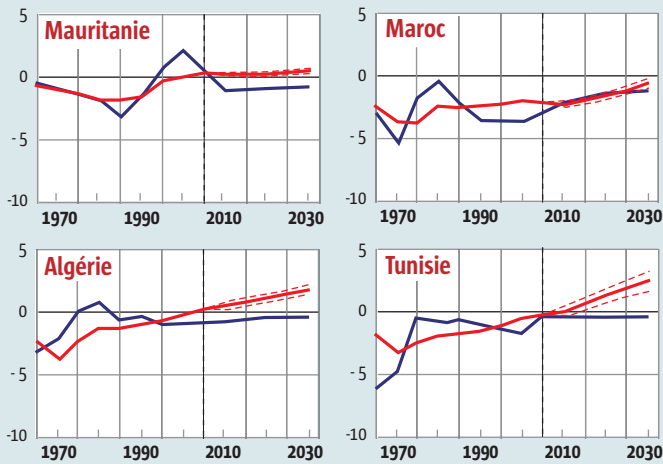
tion est venue pallier les pénuries de main-d'œuvre et alimenter les marchés de consommation. Au Sud, le marché informel recule fortement (de près de dix points en moyenne, la Turquie et la Tunisie avoisinant une proportion d'emploi informel dans l'emploi total proche de celle des pays en transition d'Europe de l'Est, soit 22 %), les taux de chômage passent sous la barre des 9 % et plus de 2,6 millions d'emplois sont créés chaque année, favorisant la stabilité sociale (TABLEAU III). L'Europe se rapproche du plein emploi mais les tensions sur le recrutement sont néanmoins allégées par une immigration plus facile. L'immigration soutient également une forte consommation interne et les cotisations payées par les actifs immigrés permettent de limiter l'allongement de la durée d'activité (recul modéré de l'âge de la retraite).

Les perspectives d'emploi offertes dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et dans les Balkans deviennent suffisantes pour limiter l'exode des cerveaux. Pour les migrants, la question du retour devient pertinente et les formes de migration plus circulaires et plus qualifiantes. Les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et ceux de l'Adriatique profitent de ces retours, à l'instar de la Corée des années 60, ce qui insuffle une dynamique économique cumulative. Au-delà, la Croatie, la Serbie, la Turquie, la Tunisie et l'Algérie achèvent leur *transition migratoire* en 2030 : ils deviennent des pays d'accueil *net* de migrants et non plus des pays de départ (GRAPHIQUE V). Le solde migratoire de l'Europe du Sud s'accroît mais en provenance d'autres pays que la Méditerranée.

En matière énergétique, le scénario de convergence permet une progression plus importante de l'efficacité énergétique et un développement signifi-

SCÉNARIO DE LA CONVERGENCE  
Une dynamique de convergence se met en place avec un accroissement de la productivité et de l'emploi.

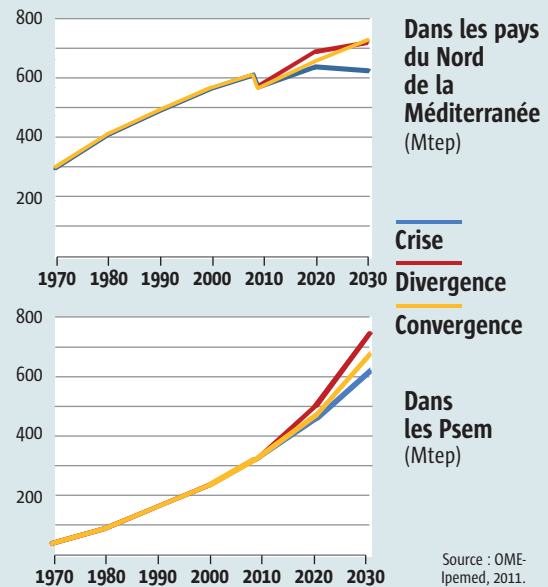
**GRAPHIQUE V Projections du taux net de migration dans le Maghreb (1965-2030)**



La ligne bleue fait référence aux séries temporelles originales des Nations unies sur les taux nets de migration. La ligne rouge décrit les valeurs théoriques des taux nets de migration prévus par notre modèle. La ligne verticale en pointillés indique la limite entre les taux nets de migration estimés par les Nations unies et ceux projetés.

Source : Giambattista Salinari – CARIM, 2010

**GRAPHIQUE VI Évolution de la demande d'énergie primaire à l'horizon 2030**



Source : OME- IpeMED, 2011.

catif des énergies renouvelables grâce à une coopération régionale et des transferts de technologie. 16 % de la demande énergétique à l'horizon 2030 provient de ces énergies (24 % dans l'Europe latine, Balkans compris, mais seulement 8 % dans les Psem) contre 12 % dans le scénario de crise et 10 % dans le scénario de divergence. Des mesures d'efficacité énergétique sont mises en place non seulement dans les pays de l'UE mais aussi au Sud : campagne de prévention, création de label *efficacité énergétique*, efficacité énergétique dans les bâtiments, etc. Le scénario de convergence représente pour la région 14 % de richesse supplémentaire accumulée avec 5 % d'énergie en moins par rapport au scénario de divergence, ce qui est loin d'être négligeable. Il en va de même des émissions de CO<sub>2</sub>. Alors que le scénario de crise et celui de la divergence sont quasi similaires en termes d'intensité carbone, le scénario de convergence permet de réduire de 20 % cette intensité, avec, rappelons-le, un niveau de richesse plus élevé. Autre effet positif, la dépendance énergétique est atténuée dans ce scénario et l'inflation énergétique partiellement jugulée. En dépit des efforts réalisés, l'impact de la croissance sur le changement climatique reste néanmoins préoccupant : à partir de 2020, les émissions de CO<sub>2</sub> des Psem dépassent celles des pays du Nord de la Méditerranée (PNM), alors même que la consommation énergétique par habitant y demeure inférieure (GRAPHIQUE VI).

Dans le contexte d'une accélération de l'industrialisation et du développement des Psem et des Balkans, la part de l'agriculture dans le PIB décroît fortement. L'exode rural est néanmoins contenu en raison du développement d'activités rurales non agricoles

(tourisme, immobilier) et d'une chaîne de transformation agro-alimentaire permettant la création d'emplois industriels et de services (transports, distribution, qualité). L'accès aux moyens d'investissement, la mise en place de capacités de stockage, de mécanismes d'alerte et la mise à disposition de semences permettent également de moderniser l'agriculture vivrière et de limiter l'impact négatif de la volatilité des prix. La labellisation de productions méditerranéennes assure enfin une compétitivité agricole assise sur la qualité.

### Une alternative au scénario de convergence

LE SCÉNARIO DE convergence et de rattrapage des niveaux de revenus du Sud et de l'Est de la Méditerranée, dans une moindre mesure des pays de l'Adriatique, pourrait être emmené non pas par une volonté européenne plus marquée mais par une croissance endogène de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Le vent de réforme qui souffle au Sud et une participation d'un plus grand nombre au processus productif libérerait des dynamiques économiques nationales et autoriserait également une intégration régionale démultipliant les effets d'anticipation, de création de commerce et d'économies d'échelle comme autant d'externalités positives de l'intégration régionale. Une libéralisation commerciale à l'échelle du Great Arab Free Trade Agreement (Gafta) (pays arabes incluant les États du Conseil de coopération du Golfe – CCG) ou amplifiant les accords d'Agadir (impliquant l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, la Tunisie et les Territoires palestiniens) pourrait dès lors se coupler à la mise en place de projets communs, en

matière agricole, énergétique, touristique ou de santé. Des financements communs d'investissements *a minima* en Afrique du Nord, *a maxima* incluant les pays du Golfe, permettraient d'utiliser la manne pétrolière et gazière à des fins de développement régional. Une institutionnalisation sur une base régionale, sous-régionale (Maghreb, Proche-Orient) ou à géométrie variable rassemblant dans un premier temps un petit nombre d'États, permettrait à la région d'asseoir des positions communes dans les négociations internationales, en particulier celles avec l'Europe. Alors même que la libéralisation commerciale arabe a d'ores et déjà conduit à une hausse du commerce intra-régional de près de 30 %<sup>(2)</sup>, une intégration profonde impliquant une harmonisation des normes et des investissements régionaux aurait un impact encore plus important.

Cette dynamique économique au Sud pourrait prendre deux formes en ce qui concerne la relation avec l'Union européenne. Elle pourrait avoir un effet

**La dynamique économique au Sud peut avoir un effet d'entraînement sur les économies des États membres ou provoquer un éloignement entre les deux rives.**

d'entraînement sur les économies des États membres et vraisemblablement encourager leur volontarisme politique à l'égard de la région. L'Union européenne pourrait, ainsi, participer à des projets cofinancés au niveau régional et accélérer le rythme des négociations pour un accès au marché intérieur voire pour l'adhésion dans le cas des pays candidats. Le renforcement de certaines relations bilatérales Nord-Sud irait dans le même sens, renouvelant sans doute les principes des négociations euro-méditerranéennes et les axant davantage sur les investissements. Mais cette dynamique économique au Sud pourrait également provoquer un éloignement relatif entre une rive sud intégrée d'un côté et, de l'autre, l'UE.

Ce scénario, peu probable fin 2010, a gagné en probabilité à la faveur des révolutions arabes. Il n'a pas été analysé en détail par le consortium *Méditerranée 2030* dans le présent document et pourra faire l'objet d'analyses ultérieures.

## Neuf recommandations pour favoriser la convergence

ATTEINDRE DES PERFORMANCES régionales convergentes, plus égalitaires socialement et territorialement, nécessite une intégration des systèmes de production et ne peut pas être obtenu par les seules libéralisations commerciales dont les impacts sont limités dans une économie mondialisée. La libéralisation des services peut constituer un facteur de croissance plus vigoureuse et une alternative à la migration mais elle ne saurait renforcer la dynamique d'échanges et d'emploi sans une harmonisation des normes. À défaut, cette libéralisation restera limitée et son potentiel de création de revenu également. Au-delà, dynamiser les ressorts internes de la croissance ne peut faire l'économie d'une réhabilitation des systèmes de protection sociale, garants d'une consommation soutenue, et de soutiens publics pour permettre aux hommes et aux biens d'affronter la concurrence mondiale exacerbée. De ce point de vue, la mise en place d'un *écosystème* méditerranéen est la condition de son autonomie et de sa croissance. Dès lors, certaines recommandations axées sur les grands défis et les grands facteurs de convergence méditerranéenne peuvent être proposées :

1. Investir dans le capital humain en favorisant la mobilité (autoriser la migration temporaire pour des services contractualisés et des projets co-financés par l'UMP) et la qualification des personnes (création d'un socle de base commun ; réseau euro-méditerranéen de formation professionnelle et de reconnaissance-accréditation des compétences et des diplômes, ErasmusMed...).
2. Accélérer les transferts de savoirs, de compétences et de technologies i) en favorisant l'émergence de *pôles de compétitivité* (clusters) et de recherche euro-méditerranéens sur des secteurs porteurs ou riches en emplois (technologies de l'information et de la communication pour les services, techniques agricoles et d'efficacité énergétique, etc.) ; ii) en resserrant les arbitrages de localisation sur une base régionale : de ce point de vue, la mise en place d'un système de préférences régionales allant au-delà du libre-échange et fondée sur des critères de qualité sociale, sanitaire et environnementale contribuerait à accélérer les transferts de capitaux et de savoir-faire.

(2) Selon J. Abidi et N. Périody.



3. Créer un espace institutionnel commun accompagné de transferts financiers, un statut avancé bénéficiant de fonds s'inspirant de la philosophie de l'adhésion au marché intérieur (signifiant l'établissement progressif des quatre libertés de circulation des biens, des capitaux, des services et des personnes), et approfondir les discussions sur le processus d'adhésion des pays candidats à l'Union européenne.
4. Engager un processus de certification méditerranéenne couvrant les services et l'agriculture dans un premier temps, avec un label méditerranéen garantissant une qualité sanitaire (mise en place d'une agence sanitaire) et environnementale en matière agricole et un niveau de compétence et de qualité pour les prestations de services.
5. Sélectionner les projets de l'UPM (co-financement) sur leur potentiel de création d'emplois et/ou de sobriété énergétique.
6. Créer un fonds méditerranéen environnemental visant, d'une part, à renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique des pays sud et est méditerranéens et des Balkans, d'autre part, à finan-

cer les projets d'infrastructures de transport d'énergies renouvelables et de transport collectif alternatif au mode routier, les projets de développement propre réduisant les gaz à effet de serre, les projets de rationalisation de la demande en eau et d'efficacité énergétique en particulier dans le bâtiment.

7. Mettre en place une banque méditerranéenne d'investissement, fondée sur les mêmes principes que la BEI, et conçue pour favoriser le financement des PME, acteurs clés en matière de création de richesse et d'emplois.
8. Intensifier les réseaux de transports au Sud de la méditerranée en vue de favoriser la fluidité des échanges commerciaux Sud-Sud, avec une attention particulière au transport multimodal permettant une meilleure optimisation du coût de la logistique.
9. Élaborer une politique commune de sécurité alimentaire (dispositifs mutualisés d'assurance des risques agricoles ; constitution de stocks de sécurité et élaboration de mécanismes d'intervention d'urgence) et de développement rural (infrastructures matérielles et immatérielles des filières ; formations managériales et technologiques). ●

## PROSPECTIVE « Méditerranée 2030 »

### Méditerranée 2030 : une démarche de prospective à l'échelle de la Méditerranée

En 2009, Ipemed a engagé, en partenariat avec les organismes d'étude euro-méditerranéens (Carim, CIHEAM, Femise, OME), un vaste processus de prospective qui a pour but d'associer, au sein du consortium *Méditerranée 2030*, des instituts de prospective publics et privés du pourtour méditerranéen (15 pays représentés) en vue d'élaborer une vision

commune de la Méditerranée en 2030. Il s'agit d'une démarche scientifique et économique : élaborer des diagnostics et des projections partagés dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, de l'eau, de l'environnement, de la démographie, des migrations. Mais surtout, d'une démarche politique et pédagogique : faire naître

des collaborations sur le long terme entre les responsables en charge de la prospective, diffuser la méthodologie de la prospective au sein de la région et être un outil d'aide à la décision. Les travaux du consortium sont animés et coordonnés par Cécile Jolly, analyste au CAS et par Macarena Nuño, chef de projet à Ipemed.



# IPEMED

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

Les *Ipemed Palimpsestes*, *working papers*, sont des éléments de réflexion et de débat en prise avec l'actualité euro-méditerranéenne.

L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, IPEMED, est une association reconnue d'intérêt général, créée en 2006.

Think tank promoteur de la région méditerranéenne, il a pour mission de rapprocher par l'économie, les pays des deux rives de la Méditerranée. Il est indépendant des pouvoirs politiques dont il ne reçoit aucun financement. IPEMED est présidé par Radhi Meddeb et dirigé par Jean-Louis Guigou.

Conseiller scientifique: Pierre Beckouche. Communication: Véronique Stéphan. [www.ipemed.coop](http://www.ipemed.coop)

Réalisation : Macarena Nuño, Patricia Jezequel, Alain de Pommereau. Imprimerie Mouquet ISSN 2116-6897